

Emmanuel Macron n'évoque jamais ses quatre arrière-grands-pères, combattants de la première guerre mondiale. Ernest Arribet et Fabien Noguès furent tous deux incorporés dans la cavalerie; Henri Macron passa par l'artillerie; quant à George William Robertson, boucher originaire de Bristol, engagé volontaire dans la British Expeditionary Force, il fut un héros de la bataille de la Somme et fonda une famille avec une jeune Amiénoise au lendemain de l'Armistice.

Pourtant, M. Macron le répète à l'envers: il vient d'une région, les Hauts-de-France, «où les cimetières sont légion». A Arras, le 26 avril, quelques jours avant son élection, il déclarait: «Ces paysages, aux confins de la Somme et du Pas-de-Calais, j'en connais les charmes, la tristesse et les souffrances. Ce pays, ce pays où nous sommes, il a connu toutes les guerres de l'Europe. Toutes.»

«Sortir du ressassement»

Depuis son élection à la présidence, Emmanuel Macron a surtout investi la seconde guerre mondiale. Le 10 juin, il présidait la 73^e cérémonie commémorant le massacre d'Oradour-sur-Glane; huit jours plus tard, il célébrait, au Mont Valérien, l'appel du 18 juin 1940; le 16 juillet, il commémorait, avec le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, le 75^e anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv. «Emmanuel Macron aborde le passé en jeune homme avec l'idée que l'histoire est tragique, estime l'historien Patrick Garcia. Il y a chez lui un désir de vérité comme condition de la sortie du ressassement, d'où l'envie de faire bouger les lignes.»

Patrick Garcia relève que la présence de Benjamin Nétanyahou a occulté une dimension capitale du discours prononcé par le chef de l'Etat au Vel' d'Hiv: «En insistant sur le fait que ni le racisme ni l'antisémitisme n'étaient nés avec le régime de Vichy, qu'ils étaient là, vivaces, sous la III^e République, lors de l'affaire Dreyfus et dans les années 1930, Emmanuel Macron prend en compte l'extrême droite sur la longue durée. Cette perspective n'était présente ni dans le discours de Chirac de 1995, ni dans celui de Fillon de 2007, ni dans celui de Hollande de 2012.»

Dans son livre *Révolution* (XO, 2016), M. Macron revient avec insistance sur la seconde guerre mondiale, ne cachant pas son admiration pour Charles de Gaulle et les résistants. A peine élu, il a posé, pour la photo officielle, avec les

Mémoires de guerre du Général à portée de main. «Plus qu'à l'Occupation ou à la Résistance, Macron se réfère à la Libération, vue comme un acte fondateur avec le programme du Conseil national de la Résistance et les réformes du général de Gaulle, qu'il considère comme des étapes capitales dans l'histoire de France, souligne Olivier Wieviorka. C'est un moyen pour lui d'affirmer la légitimité de l'intervention de l'Etat. Dans la mesure où il est taxé de libéral et où on le soupçonne de vouloir démanteler les grandes conquêtes de la Libération, cette référence lui permet d'affirmer qu'il ne bradera pas l'héritage.»

Cette insistance sur le général de Gaulle et les résistants ne doit pourtant pas masquer le fait que le nouveau président de la République embrasse une histoire bien plus vaste que celle de la seconde guerre mondiale. Dans ses discours, ses écrits et ses entretiens aux médias, il a multiplié les clin d'œil à d'autres figures de l'histoire de France tels Clovis, Henri IV, Napoléon, Danton, Gambetta, Jeanne d'Arc, les soldats de

«Son idée de réconcilier les mémoires me paraît un peu démiurgique. Il y aura toujours des mémoires de droite et de gauche, héritées de communautés, de familles et de régions»

Jean-Noël Jeanneney, historien

l'An II et les tirailleurs sénégalais. «Il ne s'agit plus désormais de choisir quelques figures de référence dont on se sent proche politiquement, mais de déployer au maximum l'arc historique pour comprendre et analyser la situation que nous vivons», précisait-il dans la revue *L'Histoire*, en avril.

«Déployer l'arc historique est une façon de sortir de l'hyperfocalisation du discours d'Etat sur les deux guerres mondiales, analyse Patrick Garcia. C'est aussi une manière de ne pas mettre seulement à l'agenda les pages noires – esclavage, colonisation, collaboration, antisémitisme d'Etat de Vichy – et de produire les raisons d'une fierté française.»

D'autres présidents se sont aventurés dans des passés antérieurs à la Révolution: François Mitterrand salua notamment la mémoire de Jeanne d'Arc, lors du 560^e anniversaire de la

libération d'Orléans. «Plus qu'à l'Occupation ou à la Libération, Macron se réfère à la Libération, vue comme un acte fondateur avec le programme du Conseil national de la Résistance et les réformes du général de Gaulle, qu'il considère comme des étapes capitales dans l'histoire de France, souligne Olivier Wieviorka. C'est un moyen pour lui d'affirmer la légitimité de l'intervention de l'Etat. Dans la mesure où il est taxé de libéral et où on le soupçonne de vouloir démanteler les grandes conquêtes de la Libération, cette référence lui permet d'affirmer qu'il ne bradera pas l'héritage.»

Adeptes du renouvellement, Emmanuel Macron se propose de réviser les usages politiques de la mémoire nationale. Dans ses entretiens avec les médias, il reconnaissait aversément: «L'histoire nationale n'est pas une grande page blanche. L'histoire nationale (Seuil, 2017), dirait Jean-Noël Jeanneney. «Nous devons être diligents de ce qui nous a fait être une nation, nous vivons dans une France nationale française, nous devons protéger nos valeurs», déclara

«Soigner les blasons»

Certains historiens ont reproché à Emmanuel Macron d'être trop attentif à l'histoire nationale. «Il fait de l'histoire nationale une affaire de blasons», a dit la journaliste à Philippe de France. «L'histoire nationale n'est pas une grande page blanche. L'histoire nationale (Seuil, 2017), dirait Jean-Noël Jeanneney. «Nous devons être diligents de ce qui nous a fait être une nation, nous vivons dans une France nationale française, nous devons protéger nos valeurs», déclara

D'autres, tels François Hollande, ont voulu réviser l'histoire nationale. «L'histoire nationale n'est pas une grande page blanche. L'histoire nationale (Seuil, 2017), dirait Jean-Noël Jeanneney. «Nous devons être diligents de ce qui nous a fait être une nation, nous vivons dans une France nationale française, nous devons protéger nos valeurs», déclara

libération d'Orléans, le 8 mai 1989, et prononça un grand discours à Lascaux, à l'occasion du cinquantenaire de la découverte de la grotte, en 1990. Ces incursions avaient pour but de vanter la grandeur de la nation. Mais dans le cas d'Emmanuel Macron, cette ambition panoptique prend la dimension d'une véritable stratégie : « Il y a chez lui une volonté de récupérer l'ensemble de l'histoire nationale et de ne pas en laisser une grande partie entre les mains de l'extrême droite et de la droite décomplexe », explique Patrick Garcia.

Adeptes du roman national, Emmanuel Macron se méfie toutefois des usages politiques qu'en font les conservateurs. Dans la revue *L'Histoire*, il reconnaissait avoir trouvé très stimulante *L'Histoire mondiale de la France* (Seuil, 2017), dirigée par Patrick Boucheron. « Nous devons retrouver l'intelligence de ce qui, dans notre roman national, nous vient d'ailleurs. Le projet national français n'a jamais été un projet clos », déclarait-il.

« Soigner les blessures »

Certains historiens ont critiqué Emmanuel Macron dans l'usage politique qu'il fait de l'histoire. Sa visite vendéenne à Philippe de Villiers au parc de loisirs à thématique historique Le Puy du Fou, en août 2016, a suscité des réprobations. Surtout, en se servant du 300^e anniversaire du séjour de Pierre le Grand en France pour inviter Vladimir Poutine à Versailles, du centenaire de l'entrée des États-Unis dans la Grande Guerre pour rencontrer Donald Trump, le 14 juillet, et du 75^e anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv pour recevoir Netanyahu, le chef de l'État aurait « instrumentalisé » l'histoire. Dans une tribune publiée sur *LeMonde.fr*, le 18 juillet, l'historienne Suzanne Citron s'inquiétait « du confusionnisme dans lequel le président de la République est en train de nous plonger en superposant une diplomatie à tout va et la référence en toute occasion à "son" histoire de France ».

D'autres, tels François Mitterrand ou François Hollande, ont transformé des commémorations en rendez-vous diplomatiques. L'historien Jean-Noël Jeanneney, qui s'apprete à publier *Le Moment Macron. Un président et l'histoire* (Seuil), trouve pour sa part intéressante cette utilisation des anniversaires. « J'ai été frappé par la somme des symboles historiques qu'Emmanuel Macron mobilise, observe-t-il. Notamment, le soir de son élection : il est à la fois devant le Louvre, symbole de l'Ancien Régime, dans la cour Napoléon et devant la pyramide de Pei

commandée par François Mitterrand. Macron a une vraie réflexion sur le besoin d'avoir des symboles. Ces périodes de concentration [des symboles de l'histoire] peuvent d'ailleurs être fécondes. La seule chose, c'est qu'elles ne durent jamais très longtemps. »

Pour l'historien Olivier Loubes, cette concentration des symboles et des histoires de France vient de la volonté de gouverner au centre : « C'est l'idée que la Révolution est terminée, qu'on n'a plus besoin d'être dans une guerre de cultures politiques entre gauche et droite. Macron veut apaiser la France. D'où son projet de réconcilier les mémoires. »

Formé par le philosophe Paul Ricoeur, Emmanuel Macron a acquis la conviction qu'il faut utiliser l'histoire pour « soigner les blessures de la mémoire ». « Son idée de réconcilier les mémoires me paraît un peu démiurgique, remarque Jean-Noël Jeanneney. Il y aura

toujours des mémoires de droite et de gauche, héritées de communautés, de familles et de régions. »

Ce clivage concerne, notamment, la guerre d'Algérie, enjeu mémoriel ultrasensible. Pendant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron avait provoqué une polémique après avoir qualifié, à Alger, la colonisation de « crime contre l'humanité ». La formule fut jugée scandaleuse par les uns, maladroitement par les autres. « Elle engageait pourtant une relecture plus globale du passé colonial de la France. Elle était aussi plus audacieuse que les gestes précédents de reconnaissance des massacres de Sétif par Chirac, puis par Hollande », estime Patrick Garcia. « Le problème, c'est que, pour se réconcilier, il faut être deux, tranche Olivier Wiewiorka. Il n'est pas certain que l'Algérie veuille changer de politique mémorielle, ni que les acteurs, côté français, soient prêts à avoir un regard apaisé sur ce passé. » ♦



RÉSERVEZ VOS PLACES
LeMonde.fr/festival

THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD
23 SEPTEMBRE - DE 22H À 5H
**NUIT DE RÊVES
ET DES IDÉES**

AVEC :

- Patrick Boucheron**, historien
- Rodolphe Burger**, musicien
- Georges Didi-Huberman**, philosophe et historien d'art
- Michaël Foessel**, philosophe
- Yaron Herman**, pianiste et compositeur
- Roland Lehoucq**, astrophysicien
- Sonia Wieder-Atherton**, violoncelliste

RÊVER | 22-25 SEPTEMBRE 2017

Paris | Ancien - Opéra Bastille
Théâtre des Bouffes du Nord
Cinéma Gaumont Opéra

ENEDIS | Google | LA POSTE | OPERA | YVES ROCHER

Partenaire billetterie